

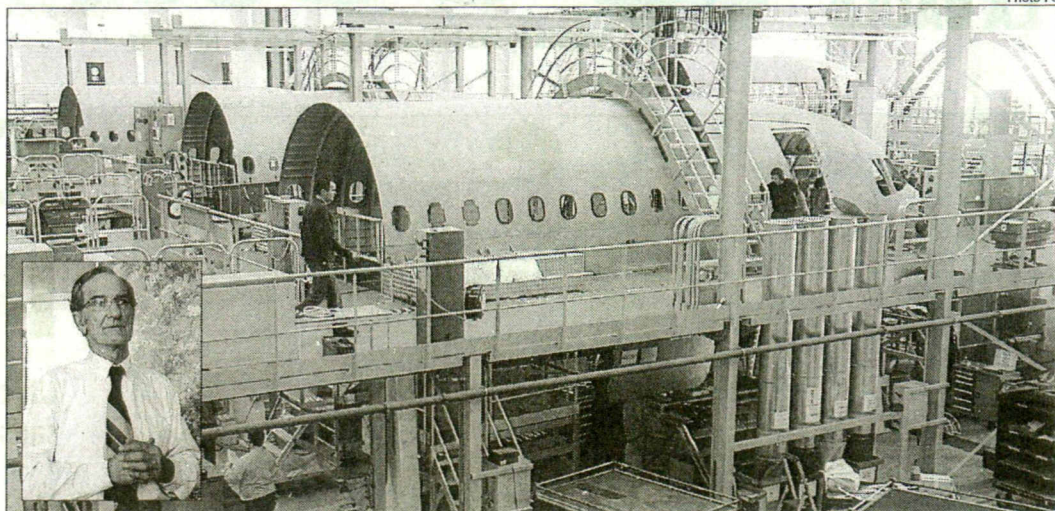
Incertitudes autour d'Airbus : la colère de Joël Batteux

Les collectivités locales soutiennent Airbus. Pas question pour Joël Batteux, maire de Saint-Nazaire et élu régional, de voir partir « le cœur de métier » des sites de Loire-Atlantique.

En sortant de sa réserve, hier, sur le dossier Airbus, Joël Batteux a tapé du poing sur la table. Comme les syndicats FO, CFDT et CGT l'avaient fait, deux jours auparavant. « Je n'accepterai pas qu'on touche au cœur de métier des usines de Nantes et Saint-Nazaire. Je ne serai pas le dernier à mobiliser, avec les salariés, contre cette injustice. Je n'hésiterai pas à me placer en tête du défilé si les organisations syndicales me donnent leur accord », annonce le maire de Saint-Nazaire.

« Le comble de l'injustice »

À la question des moyens de pression éventuels des responsables politiques, Joël Batteux botte en touche en s'adressant aux directions d'Airbus et d'EADS, le consortium européen. « Nous, on a fait notre boulot, maintenant si vous nous contestez ça et qu'en plus vous allez rémunérer ceux qu'ils l'ont mal fait, alors ça va plus... ». Autrement dit, l'élu nazairien ne veut surtout pas voir partir le pré-assemblage des tronçons centraux de l'autre côté du Rhin. « Airbus se retrouve dans une crise industrielle. Nos amis allemands y ajoutent une crise politique. Le comble de l'injustice serait qu'après les déboires de l'A 380 dont ils sont en grande partie responsables,



Joël Batteux (en médaillon), maire de Saint-Nazaire, refuse que les sites de Loire-Atlantique perdent « leur cœur de métier ».

Hambourg récupère le cœur de métier des sites de Loire-Atlantique ». À Bouguenais, l'usine est spécialisée dans la fabrication de caissons centraux de voilure tandis que sur le site de Gron, à Montoir-de-Bretagne, le « cœur de métier » est le pré-assemblage des tronçons centraux et avants des A 330 et A 340. La répartition des tâches pour l'A 350 conditionnera la charge de travail aussi bien à Montoir qu'à Bouguenais.

Les collectivités locales ont soutenu Airbus

« Sur le plan de l'accompagnement par les collectivités locales, nous sommes incontestables. À la Région en particulier, mais aussi au Conseil général, à la Carène et à Nantes Métropole, on n'a pas attendu les problèmes graves que connaît Airbus pour contribuer à l'élaboration du pôle de compétitivité EMC2. On en a été partie prenante depuis le début.

Dès qu'il est apparu qu'il fallait faire Technocampus à Bouguenais et avant même qu'on arrive à répartir les contributions des uns et des autres, la région des Pays de la Loire a mis 25 millions d'euros sur la table », rappelle le vice-président chargé de l'action économique au sein du Conseil régional. Joël Batteux espère d'Airbus un retour sur investissement.

Mathieu Roulleau

« Une plate-forme industrielle et aéroportuaire à Montoir »

La semaine dernière, Airbus s'est porté acquéreur de 20 hectares à Montoir-de-Bretagne. C'est la Carène (Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire) qui a vendu les terrains au constructeur aéronautique. Les collectivités locales pourraient, comme pour Technocampus à Bouguenais, mettre la main au portefeuille, selon Joël Batteux : « La

participation éventuelle de la Région, du Département et de la Carène, c'est sur l'adaptation de la plate-forme industrielle et aéroportuaire de Montoir pour développer les industries aéronautiques. Mais pas seulement pour Airbus, sinon on serait condamnable par l'Union européenne. On souhaite un développement sur Saint-Nazaire et sur Nantes. À l'exemple de Technocampus,

où il n'y a pas qu'Airbus. Concernant les 20 hectares, c'est un projet d'adaptation de l'aéroport conçu par les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) de Nantes et de Saint-Nazaire pour améliorer la logistique au niveau des tronçons ». Des tronçons centraux, notamment, que Joël Batteux se refuse catégoriquement à voir décoller pour un aller simple à Hambourg.